

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE
LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
séance du 4 septembre 1997

PRESENTS

Madame A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, Président.

Section française:

Monsieur BERTOUILLE, vice-président;

Madame SOUGNE et monsieur MOORAT, membres effectifs.

Section néerlandaise:

Monsieur VAN EECKAUTE, vice-président;

Messieurs BOES, MEEUS, VAN BUYTEN et VANDENBOSSCHE, membres effectifs.

Secrétaires:

Monsieur BUSINE, conseiller général;

Monsieur PROOT, conseiller adjoint.

29.219/I/PF
CV/KB

Par lettre du 18 juillet 1997, le Premier Ministre a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques pour la Chancellerie du Premier Ministre et les Services de la Commission nationale permanente du Pacte culturel.

Sur la base des articles 60 § 1er et 61 §§ 2 et 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (LLC), la CPCL, siégeant sections réunies, a examiné ce projet en séance du 4 septembre 1997 et a émis à l'unanimité l'avis suivant.

*

* *

Le projet résulte de l'adaptation du cadre organique intervenue suite à la restructuration de la carrière des agents de l'Etat (opération 2ème phase - circulaire n° 427 du 29.01.1996).

Le nouveau cadre organique a obtenu l'accord commun du ministre du Budget et du ministre de la Fonction publique le 21 avril 1997. Il a été fixé par l'arrêté royal du 6 juillet 1997.

Les organisations syndicales reconnues ont été consultées conformément à l'art. 54 al. 2 des LCC.

*

* *

Le Premier Ministre propose la répartition linguistique suivante des 80 emplois prévus au cadre organique.

1) Chancellerie du Premier Ministre et Services de la Commission Nationale permanente du Pacte culturel:

Cadre permanent

emplois en extinction

Degrés de la hiérarchie	Cadre F	Cadre N	F bil.	N bil.	F	N
1	3	3	-	-		
2	3	3	1	1		
3	5	5				
4	3	3			1	
5	10	11				
6	7	6				2
7	4	4			1	

2) Service de la Commission nationale permanente du Pacte culturel (emplois d'inspecteur général du Pacte culturel et d'inspecteur du Pacte culturel):

Degrés de la hiérarchie	Cadre F	Cadre N
1	1	1
2	3	3

1. Emplois de direction :

La CPCL émet un avis favorable à la répartition proposée, tant au cadre unilingue qu'au cadre bilingue, celle-ci étant conforme à l'article 43, § 3 al. 1 et 2 des LLC.

2. Emplois des degrés 3 à 7 :

Le cadre organique prévoit de supprimer au départ de leur titulaire 2 emplois de traducteur réviseur ou traducteur-directeur (carrière plane), 1 emploi de chef administratif et 1 emploi d'ouvrier qualifié bloquant au cadre permanent respectivement 2 emplois de traducteur-

réviseur, 1 emploi d'assistant administratif et un emploi d'ouvrier. Le cadre organique prévoit en outre la mise à la disposition du Service Mobilité du Service d'administration générale du Ministère de la Fonction publique des titulaires de 4 emplois dans les grades suivants:

- secrétaire de direction (1)
- commis (2)
- agent administratif (1)

Ces emplois sont supprimés au départ de leur titulaire.

La CPCL constate que les 4 emplois qui sont supprimés au départ de leur titulaire (à savoir 2 de traducteur réviseur - ou traducteur directeur, 1 de chef administratif et 1 d'ouvrier qualifié) ne sont pas répartis entre des cadres linguistiques.

Il ne peut être dérogé pour ces emplois à l'article 43 des LLC selon lequel tous les emplois du cadre organique doivent être répartis en chiffres absolus entre les deux cadres linguistiques.

Tous les emplois relatifs à du personnel statutaire tant qu'ils ne sont pas définitivement supprimés doivent être répartis en cadres linguistiques quelque soit la disposition du cadre organique qui supprime un nombre d'emplois au départ de leur titulaire en bloquant un même nombre d'emplois permanents de même niveau et de même grade. Les agents qui occupent ces emplois sont toujours en activité de service pour une période indéterminée qui selon les circonstances pourrait être importante. Ils participent à l'exercice des missions du service et ne peuvent être soustraits au respect des LLC.

En ce qui concerne les emplois du cadre permanent, le ministre propose de maintenir la proportion des cadres linguistiques actuels, soit 50% F - 50% N, aucun changement significatif n'étant intervenu dans le volume des affaires traitées en N et en F.

La CPCL émet un avis favorable à la répartition proposée pour autant qu'il soit tenu compte de la remarque faite ci-avant à propos des emplois en extinction.

*

* *

Le présent avis est envoyé au Premier ministre qui conformément à l'art. 61 § 3 al. 2 des LLC est invité à communiquer à la CPCL la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 4 septembre 1997

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS